

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le choix du peuple grec doit être respecté !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 30 janvier 2015

Démocratie & Socialisme

La victoire de Syriza est une très bonne nouvelle pour le peuple grec soumis à une austérité dramatique et une bonne nouvelle pour tous les peuples d'Europe.

En Grèce, la politique imposée par la Troïka (Commission européenne, Banque Centrale européenne et Fonds monétaire international) a eu des conséquences sociales désastreuses, mais elle a, de surcroît, été totalement inefficace. La dette grecque est passée de 113 % du produit intérieur brut en 2009 à 178 % aujourd'hui. **La Grèce a fait la démonstration que vouloir sortir de la crise économique et financière avec une politique d'austérité est tout simplement impossible.**

À gauche, tirer toutes les leçons du scrutin grec

Cette démonstration ne se limite pas à la Grèce. Les dettes publiques des États européens ont atteint un tel niveau qu'elles ne sont plus remboursables et que tenter, vainement, d'y parvenir met gravement en danger l'économie et la société. Ces dettes publiques doivent pouvoir faire l'objet d'un rachat direct par la Banque centrale européenne. Elles doivent, également, être profondément restructurées et, en partie, annulées, comme ce fut très souvent le cas dans l'histoire du monde, lorsque les dettes publiques atteignaient, comme aujourd'hui, un niveau insupportable.

Dans toute l'Union européenne, l'austérité et les « réformes structurelles » ont entraîné le continent dans la stagnation avec pour conséquence l'augmentation massive du chômage. La défaite de la droite en Grèce (Nouvelle Démocratie) doit être l'occasion de **remettre en cause ces politiques dans tous les pays européens.**

Syriza est en train d'essayer de réaliser ce que François Hollande avait promis en 2012 : engager la confrontation avec la droite européenne et la Finance. C'est le moment d'imposer aux conservateurs et aux néolibéraux un changement d'orientation dans la construction européenne : en finir avec l'austérité, le dumping fiscal et social. **La priorité doit être de mener une politique de relance de l'investissement public et de satisfaction des besoins sociaux, en France et au niveau européen.**

Aux côtés du peuple grec

Le gouvernement Tsipras vient d'annoncer ses premières mesures : arrêt de la privatisation du port du Pirée et de celui de Thessalonique, de celle de la compagnie nationale d'électricité. Il annonce une hausse du Salaire minimum (de 580 à 751 euros), et veut réembaucher 2 000 fonctionnaires licenciés.

La bourse d'Athènes a aussitôt plongé et le taux des titres de la dette publique grecque (sur le marché secondaire) dépasse maintenant les 11 %. **Les marchés financiers votent de nouveau avec leurs bulletins de vote (les taux d'intérêt), et s'opposent brutalement au suffrage universel.** Nous ne devons pas les laisser gagner et, au contraire, battre la spéculation en aidant la Grèce à restructurer profondément sa dette. Ce sera bon pour elle, ce sera bon pour l'ensemble des habitants de l'Union européenne, car cela posera le problème de toutes les dettes publiques européennes qui ne sont pas impossibles à rembourser mais qui sont utilisées comme autant de points d'appui aux politiques d'austérité et de « réformes structurelles » qui plongent notre continent dans un profond marasme économique et social.

Jean-Christophe Cambadélis déclarait dans le Parisien du 26 janvier que la victoire de Syriza était un «

Le choix du peuple grec doit être respecté !

raz-de-marée contre l'austérité » et allait « renforcer le camp de ceux qui veulent réorienter la construction européenne et mettre définitivement fin à l'austérité ». Très bien ! Il s'agit, maintenant, de **passer des paroles aux actes et de soutenir le gouvernement grec contre la Finance et la droite européenne**. François Hollande a invité Alexis Tsipras à Paris, en février : cette visite doit être le moment de manifester concrètement le soutien de la France à « ceux qui veulent réorienter la construction européenne et mettre définitivement fin à l'austérité ».

Le bras de fer est engagé entre le gouvernement grec et la Commission européenne. Mobilisons-nous pour exiger le respect de la volonté populaire qui s'est exprimée en Grèce : **l'Union européenne doit arrêter d'étrangler la Grèce ! Le gouvernement français doit soutenir le gouvernement grec**, sans conditionner une renégociation de la dette à la continuation de l'austérité et des plans de destruction sociale avec lesquels le peuple grec comme une majorité d'Européens, qui n'en peuvent plus, veulent rompre.